

Sommes-nous quand même toutes des Européennes ?

Au départ de ce dossier, il y a cette question, clin d'œil à une chanson d'Arno¹ mais aussi politique et existentielle.

Sommes-nous quand même toutes des Européennes ?

À quelques mois des élections des représentant-es de l'Union, nous nous sommes demandé comment allaient les femmes dans une Europe accumulant crises et chocs. Nous savons, pour le documenter régulièrement dans nos pages, que les femmes, par leur travail de care et par leurs luttes, participent de façon cruciale au maintien de la cohésion des sociétés. Elles sont aussi les premières impactées par la précarité et les violences.

Nous voulions donc aller à leur rencontre, raconter leurs réalités, leurs préoccupations... et surtout leurs résistances et les changements qu'elles revendiquent, qu'elles impulsent.

Au fil de nos reportages et dans toute la diversité des contextes de sept pays différents, sont apparus des liens entre elles, entre leurs combats. Les luttes, depuis les marges : c'est ça qui nous relie ?

VÉRONIQUE LAURENT, MANON LEGRAND ET SABINE PANET (TEXTES)
ET DIANE DELAFONTAINE (ILLUSTRATIONS).

UNE SÉRIE DE REPORTAGES RÉALISÉE AVEC LE SOUTIEN DU FONDS
POUR LE JOURNALISME EN FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.

Après avoir posé les bases de notre projet, nous avons sélectionné sept pays : Espagne, Grèce, Italie, Monténégro, Pays-Bas, Pologne et Roumanie, en suivant des critères de diversité géographique, économique, culturelle, sociale, politique, mais aussi en veillant à une diversité de chronologie d'adhésion à l'UE – ou de négociations en cours, pour le Monténégro. Un exercice forcément contraignant.

Index et chiffres

Nous avons compilé des chiffres pour appréhender ces pays. Un indicateur transversal éclairant : celui dressé par l'Institut Européen pour l'Égalité de Genre (EIGE), qui établit régulièrement un « index de l'égalité de genre », indice composite rassemblant des dizaines d'informations sur la santé, les violences, l'emploi du temps, la représentation, l'économie, le niveau d'éducation... et l'intersection des inégalités. L'index 2023 classe les Pays-Bas (77,9, pour un idéal de 100), l'Espagne (76,4) et la Belgique (76) au-dessus du niveau global de l'Union (70,2), les autres en deçà (Italie : 68,2 ; Pologne : 61,9 ; Grèce : 58 et Roumanie, dernière des 27 pays de l'Union : 56,1). Mais derrière les chiffres généraux, les détails sont aussi révélateurs. En matière d'emploi du temps par exemple – est-ce que les femmes passent plus de temps que les hommes à des tâches domestiques et parentales, versus leur temps social ou de loisirs ? –, la Roumanie (avec son score de 69,2) fait mieux que la moyenne de l'UE (68,5), au-dessus aussi de l'Italie, de la Grèce et... de la Belgique (à 64,7). De la nuance, de la complexité : indispensables pour appréhender la carte européenne des droits des femmes.

Car d'autres éléments quantitatifs donnent aussi de la matière aux instantanés que vous découvrirez en tournant ces pages. Saviez-vous par exemple que le salaire minimum mensuel, en Grèce, vient d'atteindre 830 euros brut ? Que le taux d'emploi des femmes en Italie n'est que de 52,2 % (le plus bas de l'Union)², et la situation est encore pire pour les femmes vivant dans le sud du pays – celui des hommes est à 70,9 % ? Que c'est en Pologne que l'accès à la contraception est le plus difficile en Europe³ ? Ou que l'écart de pension entre les femmes et les hommes est de 38,1 % aux Pays-Bas⁴ ? Un tableau pas franchement joyeux, confirmé par le rapport de l'eurodéputée Katarina Barley (membre du Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates), autrice d'une *Situation des droits fondamentaux dans l'UE en 2022 et 2023*. Elle y dresse le constat de droits menacés partout depuis la pandémie, et de dérives autoritaires qui limitent les droits des personnes, surtout des femmes.

Choisir les droits des femmes d'Europe

Nous nous sommes inspirées aussi de démarches innovantes. Dans *La clause de l'Européenne la plus favorisée*, publié en 2008 et réédité fin 2023 (éditions des femmes-Antoinette Fouque), l'avocate française Gisèle Halimi s'est demandé, avec d'autres femmes rassemblées dans l'association Choisir la cause des femmes, ce que les femmes pourraient gagner à la construction européenne. Les militantes ont comparé les lois nationales relatives aux droits des femmes dans tous les domaines de leur vie : droits sexuels et reproductifs, droit de la famille, lutte contre les violences patriarcales, indépendance économique des femmes, participation à la vie politique... Elles ont ensuite suivi un principe simple : revendiquer les lois nationales les plus favorables pour les étendre à toutes les femmes vivant sur le sol européen. L'an dernier, les membres de Choisir la cause des femmes sont reparties en tournée et ont composé le bouquet des meilleures lois pour les femmes, y compris migrantes, dans l'Union européenne. L'Espagne, en particulier, revient souvent comme modèle, notamment en matière de lutte contre les violences patriarcales. Une approche encore à perfectionner, comme nous le verrons à Pampelune, au Pays basque.



Liées par les luttes

Des sept pays visités ont émergé sept récits qui donnent corps – chair, visage, histoire – à des dizaines de femmes. Malmenées par des politiques niant leurs droits fondamentaux, par des mesures socioéconomiques délétères, par des lacunes législatives... Mais femmes résistantes. Elles font corps aussi, tant leurs histoires et leurs mobilisations résonnent entre elles, dialoguent, et tant, concrètement, elles bâtissent des solidarités au-delà des frontières nationales et européennes. Leurs histoires dessinent une image de l'état des droits en Europe et composent un puzzle de luttes, surgissant dans tous les espaces – sur une place (en Roumanie), dans un guichet social (aux Pays-Bas), dans les locaux d'une association ou d'un refuge pour femmes (au Monténégro et en Pologne), autour d'une usine (en Grèce), dans un auditoire (en Italie) et dans la rue (en Espagne) : luttes de terrain, et toujours collectives.

« Aujourd'hui, une chose est sûre. L'Europe ne se fera pas sans les femmes, mais de l'avenir des femmes peut naître celui de l'Europe », observait Gisèle Halimi dans *La clause de l'Européenne la plus favorisée*. Les femmes rencontrées ces six derniers mois nous ont confirmé dans toutes les langues, nous ont montré dans tous leurs gestes, qu'une Europe priorisant la réalisation de leurs droits, en particulier pour les plus marginalisées et discriminées, c'est une Europe meilleure pour toutes. ●

Merci

À toutes les Passeuses sans lesquelles ce projet n'aurait pas pu aboutir

Pour l'Espagne : merci à la militante Amaia Zubieta, à Oskia et à Céline, ainsi qu'à Sarah.

Pour la Grèce : merci à Fotoula Ioannidis, Magdalena Ioannidi, Giannis Karastathis et Maxime Kouvaras.

Pour l'Italie : merci à Anna, Carla, Chloé, Giulia du collectif Mujeres Libres et Malika du Collectif B maars.

Pour le Monténégro : merci à Marija Blagojević, experte genre au PNUD.

Pour les Pays-Bas : merci à Hélène Schaap.

Pour la Pologne : merci à Hélène Bienvenu, journaliste correspondante à Varsovie, à Julia Laureau, doctorante à l'UC Louvain en anthropologie (FNRS) et spécialiste du féminisme en Pologne, à Magdalena Grabowska, politologue spécialisée sur les questions de genre, à Mateusz Biebuński et Antonina Lewandowska de Federa (Foundation for Women and Family Planning).
Merci aussi à Hafida et Ania.

Pour la Roumanie : merci à la photographe Andreea Campeanu, à la professeure Oana Baluta et à la militante Anca Nica. Merci à Agathe.

Merci au Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles d'avoir rendu cette aventure possible.

1. Extrait du fameux titre *Putain Putain*, 1983 : « Putain, putain, c'est vachement bien, nous sommes quand même tous des Européens ! »
2. Istat, dernier trimestre 2023.
3. Selon l'Atlas européen de la contraception, lancé par le Forum parlementaire européen sur la population et le développement (EPF).
4. Eurostat 2021

Gardiennes Grèce de la joie

Reprise ? Réorientation ? Fermeture ? L'incertitude pèse sur le futur de l'entreprise grecque LARCO, active dans l'extraction et la transformation du ferronickel. Plus d'un millier de travailleurs et travailleuses attend d'être fixé sur son sort. Des femmes prennent part à la lutte syndicale, dirigeante ou membres, et actives dans le Comité des femmes qu'elles ont créé; axelle est partie à leur rencontre.

VÉRONIQUE LAURENT (TEXTE) ET DIANE DELAFontAINE (ILLUSTRATION)

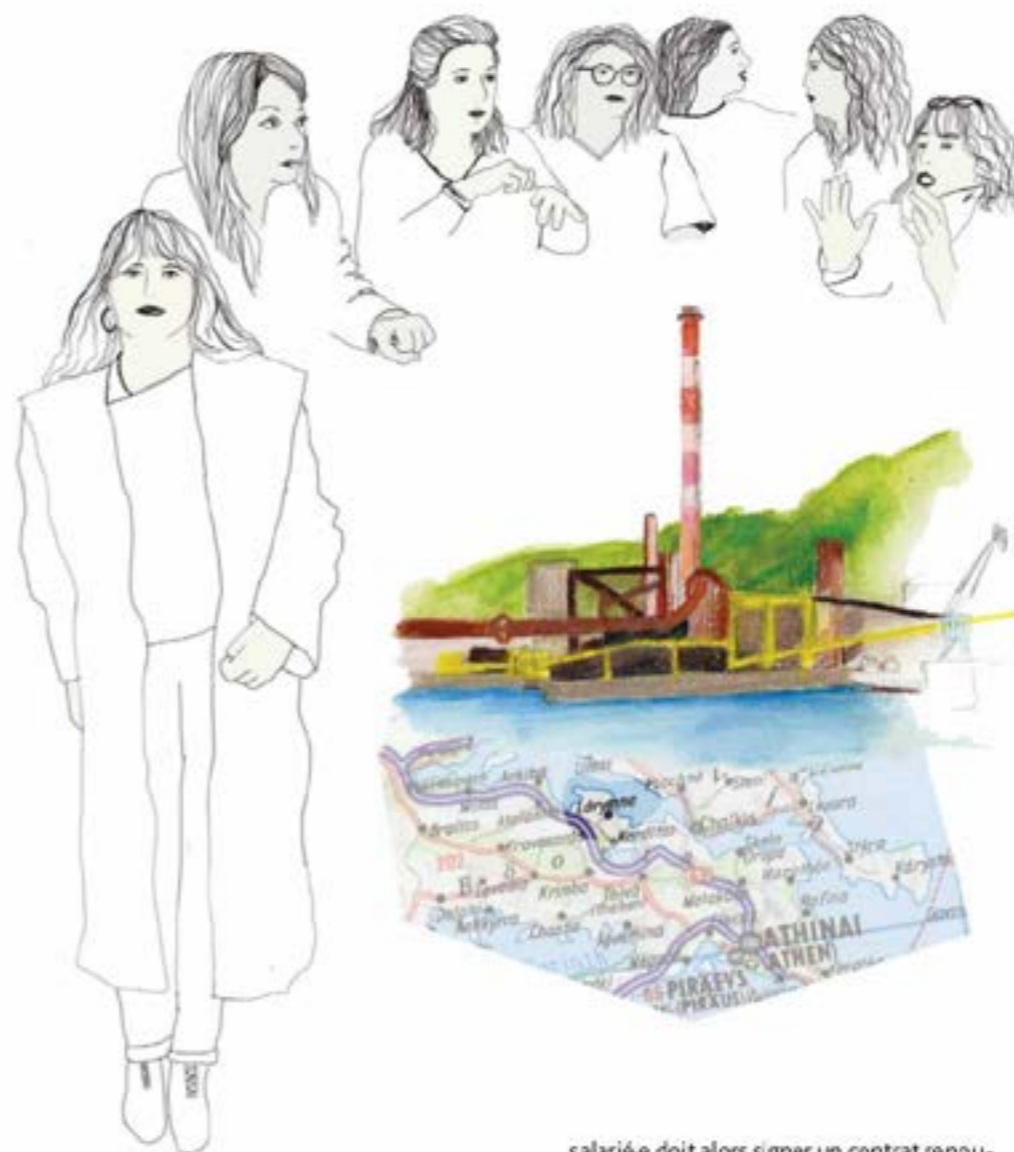
L'usine immobile écrase le paysage. L'immense tube de sa cheminée ne crache aucune fumée sur la toile azur. Le silence frappe. De l'autre côté de la baie, le petit village de pêcheurs de Larymna ne fait pas le poids. Ici, toute la vie – ou son absence – tourne autour de LARCO (LARymna COmpany) mais le site industriel du golfe d'Eubée est en pause depuis plus d'un an et demi. Dans la cité ouvrière appartenant à l'usine, pareil : personne dans les allées entre les maisons décrépies. Le local syndical, lui, s'anime. Des femmes s'y rassemblent pour parler lutte et résistance, Ioanna Asteriou, Cleopatra Haliou, Angie qui arrive, s'en va, revient, et Antonia qui les rejoint plus tard. Au nord d'Athènes, dans une des régions les plus pauvres du pays, le site de Larymna, un des cinq de LARCO, et son usine constituent depuis 1952 le dispositif central de traitement du nickel. L'entreprise, seule productrice, dans l'Union européenne, de nickel à partir de minerais locaux, longtemps fleuron national, compte à ce jour encore plus d'un millier d'employé·es et sous-traitant·es, mais « l'abondance, c'est fini », observe Ioanna, grands yeux soulignés de khôl. L'employée depuis plus de trente-cinq ans au service des ressources humaines préside également le Comité des femmes de LARCO, fondé en 2022 sur le

modèle de celui de 1977. À l'époque, les travailleurs/euses ont obtenu des avancées majeures en termes de salaire, couverture sociale et sécurité au travail. Un dispensaire avec unité chirurgicale a même été installé pour intervenir rapidement suite aux accidents qui surviennent à l'usine. Par leurs actions, les travailleuses de LARCO et les épouses des ouvriers ont largement participé à ces victoires. Ioanna sourit, « ces femmes de la grande grève sont nos idoles ».

LARCO anichti! LARCO ouvert!

Quel que soit le sort réservé à l'usine, « on va rester, on va se battre ! », martèle Cleopatra, je suis née ici, j'ai grandi ici, mes racines sont ici. » Son père, immigré égyptien, mort d'un cancer contracté à l'usine, a épousé une Grecque. Le couple s'installe en 1975 dans un logement fourni par l'entreprise, un incitant pour venir travailler sur ce bout de terre isolé. « Avant 1974, il n'y avait pas de route, il fallait traverser la baie en bateau... » Larymna s'est développé : petite banque, bureau de poste – aujourd'hui fermés – et même un collège – menacé de fermeture. Premiers licenciements ou « départs volontaires » milieu des années 80. Années 90 : le cours du nickel joue au yoyo ; à la hausse, des primes tombent, « on mange avec une cuillère en or », s'exclame Cleopatra. Quand il est bas, l'État

grec, devenu propriétaire en 1995, alterne le chômage technique entre les ouvriers. Mais LARCO est en déficit chronique et 49 % du capital est progressivement cédé à des entreprises privées. Cleopatra relève : « Les salaires sont toujours dépendants du marché et des décisions de l'État. » Sur la table du local syndical, les cendriers se remplissent, la parole rebondit de l'une à l'autre, qui tente de faire comprendre l'historique complexe de l'entreprise. Rétroactes : on se souvient du bras de fer qui a opposé, en 2015, Alexis Tsipras, du parti de gauche Syriza vainqueur des élections et porteur d'un immense espoir, à la Troïka européenne (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international). Bras de fer soldé par une adhésion au forçage du gouvernement grec à des mesures drastiques d'économie ; la privatisation totale de LARCO est une demande de longue date de l'Union européenne. En 2020, sa fermeture est votée par le Parlement grec ; l'entreprise traîne une dette de 343 millions d'euros de factures d'électricité (dont le prix a atteint des coûts exorbitants) et l'Union européenne lui réclame 136 millions d'aides estimées illégales. Sans même parler de la récente chute du cours du nickel ou du contexte de concurrence à bas coût (surtout en Indonésie). Aujourd'hui,



« On a fondé le Comité des femmes le 22 juillet. Le 30, tous les employés étaient virés ! »

l'État grec, toujours propriétaire de 51 % du capital, et son gouvernement actuel (de droite) tentent la revente. Après des démêlés judiciaires avec un concurrent, le conglomerat grec côté en bourse GEK Terna associé à la compagnie suisse AD Holdings AG s'impose comme repreneur privilégié par l'État grec. Prix de vente : 6 millions d'euros. Les concernant, les salarié·es n'ont aucune idée des intentions de ce potentiel repreneur.

La vie en sursis

En 2020, alors que les grèves se succèdent, « on a fondé le Comité des femmes le 22 juillet », relate posément Ioanna. « Le 30, tous les employés étaient virés ! » Chaque

salariée doit alors signer un contrat renouvelable tous les deux mois, « un contrat sans droits » le qualifie Ioanna. Au cours des quatre dernières années, elle estime avoir perdu environ 60 % de son salaire. Son mari travaille aussi pour LARCO. Le couple a contracté un prêt pour acheter une maison dans le village... Libanaise, citadine, Angie est arrivée à Larymna en 2011 par amour pour Socrate, ouvrier chez LARCO. Elle y a ouvert un petit magasin d'articles de pêche. « Socrate tient bon en attendant sa retraite ; à plus de cinquante ans, il ne retrouvera pas de travail », Angie en est persuadée. Antonia est infirmière au dispensaire. Elle a déménagé à Martino, petite ville voisine ; pas question que ses enfants, 9 et 11 ans, jouent dans les résidus toxiques de sable rouge qui recouvre toute la colline. Engagée comme assistante sous

statut d'auto-entrepreneuse (sans accès à la sécurité sociale), elle n'a jamais, en dix ans, et malgré plusieurs formations, réussi à faire évoluer son statut ou son salaire ; les conventions collectives n'ont jamais été renégociées... Elle confie son espoir : voir reflourir LARCO.

Trois cents familles habitent encore la cité ouvrière appartenant à l'usine ; que vont-elles devenir ? Si l'usine ferme, c'est la mort de toute une région, expliquent les femmes présentes. Les employé·es les plus âgées sont parties à la retraite ; pour les autres, ce sera le chômage (allocation mensuelle de base de 438 euros par mois). Actuellement, les employé·es vont pointer chaque jour bien que l'usine soit à l'arrêt, produire coûte plus cher (coût de l'électricité) que payer les salaires. Dans cet entre-deux angoissant, le Comité couve la flamme de l'espoir, les femmes restent les garantes du maintien du rythme quotidien,

*« Je ne peux pas sortir
de la logique évidente que
ce n'est qu'ensemble que l'on pourra
défendre nos droits, par nos mots
collectifs de travailleurs et
travailleuses. »*

rendent l'atmosphère plus généreuse, plus joyeuse, soutiennent les actions des ouvriers et organisent des activités pour les enfants. Ioanna rit, « on combat en chantant ».

La nécessité de se rassembler

Selon le petit groupe de femmes et d'autres responsables syndicaux, les choix posés par les gouvernements successifs (privatisation partielle, manque d'investissements et de vision à long terme, stratégie de division des salarié-es syndiqué-es...) relèvent de jeux politiques, « on ne peut pas analyser la situation, dit le petit groupe

de femmes, on ne sait pas qui a fait quoi ». Sous la photo de Bodosakis, fondateur de LARCO et capitaine d'industrie – aussi dans l'armement –, suspendue dans la salle de réunion d'un autre site de LARCO, Politika, Olympia Matsouka, première femme présidente d'un des syndicats, confirme cette opacité des décisions et soupçonne une mise en dettes volontaire. Séparée de son mari, un fils déjà grand, elle rétorque aux hommes qui reprochent aux femmes leur manque d'intérêt pour le combat syndical que, elle, elle ne doit plus s'occuper de la cuisine et des enfants. Ce week-end, Olympia, parmi d'autres, prendra la parole

lors d'un meeting rassemblant les familles, les employé-es, les syndicats de l'usine et ceux de différents secteurs, ainsi que des représentants de partis politiques venus d'Athènes pour les soutenir.

De l'entrée de la salle des fêtes de la cité ouvrière, on aperçoit sur la crête de la colline d'en face la rotation régulière des pales de quelques-unes des milliers d'éoliennes surgies récemment en Grèce, détruisant ses écosystèmes. Elles font la fierté de Mitsotakis, Premier ministre et président du parti conservateur Nouvelle Démocratie, qui profile le pays en bon élève écologique de la classe européenne¹. Ces éoliennes financées par des fonds européens ont été placées, pour certaines, par le groupe CEK Tema en pleine croissance économique, chantre de l'énergie verte, et cocandidat repreneur de LARCO. Leurs batteries pourraient, moyennant reconversion de l'usine, être fabriquées avec le nickel produit ici... En cas de reprise, les employé-es, détenteurs/trices de savoir-faire, revendiquent la légitimité de continuer à travailler et dans de bonnes conditions; c'est leur message aujourd'hui. Tête blonde émergeant à peine du pupitre posé sur la scène, voix puissante emplissant la salle comble, Olympia scande: « Je ne peux pas sortir de la logique évidente que ce n'est qu'ensemble que l'on pourra défendre nos droits, par nos mots collectifs de travailleurs et travailleuses. » Elle termine par ces mots, « Rien n'est acquis! Rien ne nous a été offert! Bonne lutte! »

Mise à jour fin mars: le gouvernement veut fermer définitivement l'usine. Les travailleurs sont de nouveau en manifestation massive, occupent l'usine à Larymna et refusent de quitter leurs logements. ●

1. « En Grèce, la multiplication des parcs éoliens se heurte à des résistances locales », *Le Monde*, 27 janvier 2024.

2. *273 jours et... Le combat historique des sidérurgistes Panagiotis Kaisaros, Nastos Poulakis, Sofia Roditi et Vasilis Stavropoulos, Diethnis Vima 2020.*



COMBAT ET COMITÉ DE FEMMES EMBLÉMATIQUES

En 2012, dans la banlieue ouest d'Athènes, l'aciérie Hellenic Halyvourgia tente de licencier du personnel. Sofia Roditi, cofondatrice du Comité des femmes du syndicat communiste, raconte dans un livre en cours de traduction en français² la lutte collective pour obtenir des conditions de départ décentes. L'UE imposait une limite de production: il fallait produire à moindre coût. Les salaires se dégradaient, comme les conditions de travail. Quand certain-es employé-es sont licencié-es, c'est le déclencheur d'une grève qui durera 273 jours. Pour tenir: création de comités (Femmes, Sécurité, Hygiène, etc.) et d'une caisse de solidarité. Les soutiens sont locaux mais aussi nationaux et internationaux. En collaboration avec le syndicat, une vingtaine de femmes organise le relais des informations aux familles, répond à leurs besoins (garde d'enfants, éducation, nourriture et lait, négociation de report ou baisse des loyers et des minervals pour les jeunes aux études...). La direction déploie des stratégies de division des travailleurs/euses, criminalise les syndicats, recourt à la police et tente des actions en justice pour casser la grève, terminée par le vote majoritaire de reprise du travail porté par les travailleurs/euses licencié-es, estimant trop lourd le sacrifice des autres.

ITALIE

En rouge et rage

Les 3 et 4 février derniers, plusieurs centaines de militant-es de toute l'Italie ont convergé vers Bologne pour l'assemblée nationale de Non Una Di Meno (« Pas Une De Moins »), mouvement transféministe italien de lutte contre les violences patriarcales, en vue de préparer la grève du 8 mars. Les participant-es ont tracé une cartographie de leurs réalités et luttes quotidiennes dans un pays qui construit des murs et détruit les solidarités. L'assemblée a esquissé une utopie féministe entre les territoires et par-delà les frontières.

MANON LEGRAND (TEXTES) ET DIANE DELAFONTAINE (ILLUSTRATION)

« **S**e ci fermiamo NOI, Si ferma il mondo », « Si les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête » ; « Scioperiamo ovunque », « On fait grève partout ». Ces slogans en lettres noires peints sur de longs tissus fuchsia, déployés de part et d'autre de l'entrée du campus universitaire, accueillent des militantes venues de toute l'Italie pour ce week-end d'assemblée nationale féministe de Non Una Di Meno (NUDM), comme il s'en tient trois fois par an dans différentes villes du pays. Dans le hall, des tables couvertes de sérigraphies, stickers, badges et bouquins autour de l'avortement, des droits LGBTQIA+, de la pensée queer, de l'antifascisme, composent un panorama des luttes qui font battre le cœur de Bologne, ville étudiante rebelle et historiquement ancrée à gauche.

« Il y a une rage qui s'élève chez les femmes qui ne peut plus être contenue, elle a besoin d'espaces pour s'exprimer. Nous sommes là pour en ouvrir. »

La grève, pas la guerre

« Nous étions un demi-million de personnes ce 25 novembre à Rome. C'est puissant, il faut continuer sur cette lancée ! » Atena, figure féministe charismatique de Bologne, ouvre la plénière devant un grand auditoire de près de 300 personnes, mixte, et intergénérationnel. À ses côtés, d'autres militantes du collectif NUDM Bologna, organisatrices de l'assemblée, reconnaissables à leur foulard fuchsia noué autour du cou ou du bras, s'affairent à régler les derniers détails techniques pour assurer le suivi de l'événement en ligne. « Durant ces deux jours, nous allons ensemble nous demander pourquoi la grève est la réponse à la violence patriarcale aujourd'hui ? » Deux jours pour répondre à ces vastes questions : « Quel message allons-nous produire pour appeler à un cessez-le-feu en Palestine et à la libération des Palestiniennes ? ; Comment mettre l'opposition à la guerre comme aspect central de la grève ? ; Comment faire de la grève un outil pour exprimer notre rejet de la politique du gouvernement d'extrême droite de Meloni aux conséquences dramatiques ? »

Un programme dense, et une méthode claire : 5 minutes de temps de parole par oratrice, issue des « nodi » (les « nœuds », c'est-à-dire les sections locales/territoriales de NUDM) de plusieurs villes du pays mais aussi de collectifs autonomes. Et un objectif final : des réponses concrètes à ces questions et un slogan commun pour la grève.

Une nouvelle éruption féministe

Non Una Di Meno naît en Italie en 2016, directement inspiré par le mouvement « Ni Una Menos » lancé en Argentine contre les féminicides et les violences économiques, sexistes, racistes et coloniales. Les Italiennes décident de se rassembler – sans aucun lien avec les structures traditionnelles de gauche et encore moins avec le gouvernement – pour discuter d'enjeux de politique migratoire, de violences, de précarité et bien sûr de droit à l'avortement, autorisé en Italie mais pratiqué « au bon vouloir » des médecins – dont près de 3/4 se portent objecteurs/trices de

conscience – et garanti très inégalement selon les régions.

Elles réaffirment leurs convictions et gonflent encore leurs rangs lors de la grève du 8 mars trois mois plus tard, marquant l'éruption d'une nouvelle génération féministe, massive et radicale. « Plus qu'une renaissance féministe, Non Una Di Meno nous a montré que le féminisme italien était toujours en vie », analyse Carlotta, militante des débuts de NUDM et chercheuse en philosophie politique à Milan. Si le mouvement est porté en grande majorité par la jeunesse, il n'a pas coupé les ponts avec l'ancienne génération. « Le mouvement Non Una Di Meno a été créé par de très jeunes collectifs mais aussi mouvements plus anciens comme l'Unione Donne in Italia », explique-t-elle. Ensuite, le concept de grève, en remettant le travail reproductif au centre, a tracé une généalogie avec des féministes italiennes des années septante qui portaient déjà ce combat-là. »

Greta, étudiante de 27 ans et membre très active de NUDM Bologna, était à Rome le 8 mars 2017. Un événement qui lui a fait prendre conscience de tout le travail invisible et jamais remis en question des femmes de sa famille, et « de sa puissance, sa possibilité de changer les choses ». Avec ses camarades, elle travaille depuis des semaines pour préparer cette assemblée nationale qui survient dans un contexte particulièrement intense, trois mois à peine après la mort de Giulia Cecchettin, 22 ans, tuée par son ex-petit ami. 106^e féminicide des 120 qui ont marqué l'année 2023, survenu à quelques jours de la date symbolique du 25 novembre, il a ravivé la rage des femmes et propulsé le sujet des violences contre les femmes dans le débat public. « Pas toujours en bien d'ailleurs... Les médias ont parlé de fugue d'amour, s'indigne Greta. Mais la sœur de Giulia, elle, a tout compris », poursuit-elle, gorge nouée, en nous montrant la vidéo du discours d'Elena Cecchettin qualifiant la mort de sa sœur « de meurtre d'État, parce que l'État ne nous protège pas ». Contre la minute de silence décrétée par le gouvernement, elle en appelle à « tout brûler », à renverser le système.

« Nous étions un demi-million de personnes ce 25 novembre à Rome. C'est puissant, il faut continuer sur cette lancée ! »

Suite à cette prise de parole, des minutes « di rumore » – de bruit – se sont répandues comme une trainée de poudre dans toute l'Italie pour dénoncer le manque de soutien structurel du gouvernement dédié à l'éducation affective et sexuelle, à la prévention et à la protection des femmes. À Bologne, inondé de demandes sur les réseaux sociaux, NUDM Bologna décide d'organiser en deux jours une manifestation. « 20.000 personnes y ont participé. On était juste équipées d'un micro et d'une petite sono, et pourtant, il n'y a pas eu une seule seconde de silence », raconte Greta, encore marquée par ce moment. « Dans ce contexte, on a gagné en visibilité. On sent qu'on a une grande responsabilité pour le 8 mars, qu'on nous attend », ponctue-t-elle.

Sortir de nos bulles

À ce contexte national s'ajoute aussi pour les féministes italiennes un autre sujet brûlant qui n'avait pas encore été discuté au niveau « national » dans le mouvement : la Palestine. Elle sera au cœur du 8 mars, là-dessus, tout le monde est d'accord. Mais quelles actions et quels messages porter ? Les discussions s'éternisent et des divergences surgissent entre les différents collectifs. « Comment se positionner contre le génocide et contre les politiques de guerre ? Comment articuler libération des Palestiniennes et lutte contre la domination masculine ? Comment créer un féminisme au-delà des frontières ? », interrogent les femmes.

« Il y a une guerre sur le corps des femmes et des migrant-es, ici et ailleurs, tué-es sur les routes migratoires, exploité-es dans le travail du care, c'est ça qui doit être au cœur

du mouvement transféministe. Le racisme est un problème dans notre mouvement parce qu'il creuse des tranchées profondes qui divisent et limitent notre capacité à construire une lutte intersectionnelle », nous explique Gulce à la pause cigarette. Cette étudiante de 27 ans originaire d'Istanbul a rejoint en 2020 « l'assemblée de femmes de la coordination des migrant-es » à Bologne « pour faire remonter leurs réalités concrètes, comme par exemple leurs difficultés en matière de droit de séjour mais aussi de langue, pour apporter une vision transnationale au mouvement national ». Et parce qu'elle est, comme elle le dit, « incapable de se taire, où qu'elle aille ».

Une problématique connue et reconnue par les différentes militantes de NUDM. Chloé, par exemple, jeune trentenaire française restée à Bologne après ses études, consacre presque un mi-temps, bénévole, au mouvement. « Qui peut se permettre de venir discuter des heures chaque mardi soir ?, relève-t-elle. Non Una Di Meno part d'en bas, part des femmes, c'est super », poursuit-elle, mais de reconnaître aussi qu'« on doit sortir de nos bulles de collectifs ». Une exigence pour ne pas reproduire les injustices de la société patriarcale au sein du mouvement féministe.

À l'assemblée en tout cas, l'objectif est de « montrer les effets concrets des politiques actuelles sur la vie des femmes, et visibiliser l'exploitation, le racisme, la violence économique », défend le collectif bolognais. Cela passe par des questions concrètes approfondies/déployées le dimanche matin en ateliers thématiques (éducation, santé, travail ou violence) : comment soutenir les refuges pour femmes victimes de violence

menacés de fermeture, comment penser la grève avec les travailleuses du secteur informel, les travailleuses migrantes, quelles relations nouer avec les syndicats du pays, comment donner accès à l'IVG médicamenteuse dans les plannings familiaux ?

Créer des espaces et des récits

Après les ateliers, les femmes, les yeux encore un peu brillants du karaoké féministe de la veille, retournent en plénière. NUDM Matera prend la parole sous les applaudissements. Le collectif vient de naître dans le sillage de la colère de novembre. Elles en appellent à « créer un récit dégagé des stéréotypes collés au sud de l'Italie » et se disent déterminées à préparer un 8 mars pour « parler du travail de soins, du travail informel, du travail précaire, et de la violence dans les zones rurales, où il est difficile de faire grève ».

Prendre la parole pour exister, se raconter autrement, singulières et plurielles, sortir les contradictions du silence, se rencontrer malgré les différences... Les discussions de l'assemblée posent le diagnostic d'injustices et de violences, enrichissent l'atlas des alliances et des résistances et débouchent sur des actions concrètes. Une « expérience démocratique » dans toute sa puissance, exaltante et éreintante. Mais le temps des femmes est compté. Et l'assemblée ne peut se clôturer sans nouveau slogan.

La plénière s'agite. La « méthode » s'évapore. « Grève de la violence patriarcale », « T'en touches une on détruit tout », etc. Un compromis se dessine autour de « Scioperiamo contro la violenza patriarcale », « On fait grève contre la violence patriarcale ». Un message simple, qui résume, qui rassemble et n'attend qu'à se propager partout où les femmes passeront. À Bologne, pas de répit. Non Una Di Meno se retrouvera déjà mardi lors de son assemblée hebdomadaire pour poursuivre le travail. « Il y a une rage qui s'élève chez les femmes qui ne peut plus être contenue, constate Chloé, elle a besoin d'espaces pour s'exprimer. Nous sommes là pour en ouvrir. » ●

MONTÉNÉGR

Stana,

le refuge des flamboyantes

D'une pièce à l'autre, au fil de la visite des locaux des organisations monténégrines Stana – femmes LGBTQ – et Juventas, se tissent des luttes féministes, déroulant la pelote de la longue histoire dans ce pays en cours d'adhésion à l'Union européenne. Des plus jeunes aux plus anciennes, les militantes occupent tous les espaces – nationaux, régionaux et bientôt européens – pour résister au patriarcat, aux violences, au retour de l'Église dans la vie publique et à la fascisation rampante de la société.

SABINE PANET (TEXTÉ) ET DIANE DELAFONTAINE (ILLUSTRATION)



« **S**tana » : « ça suffit ». Le prénom dérive du verbe « stati », s'arrêter. On le donne à celle qu'on souhaite être la dernière fille de la famille. En la nommant ainsi, on aura, espérons-le, un garçon la prochaine fois... Stana Cerović, la dernière « vierge jurée »¹ du pays, décédée en 2016 à 80 ans, était la troisième fille de sa famille. Les deux aînés, des garçons, étaient morts en bas âge. Toute sa vie, elle a assumé un rôle social masculin en échange de la conservation de sa virginité intacte. Aujourd'hui, les membres de Stana, association de femmes LBTQ (lesbiennes, bisexuelles, trans et queers) basée à Podgorica, la capitale, détournent les stéréotypes et les proverbes patriarcaux. « Comme l'expression selon laquelle les personnes homosexuelles devraient "passer dans un blender" pour être réduites en morceaux. On s'est réapproprié ce concept en surnommant le centre d'accueil où se trouve notre bureau "le blender" », explique la présidente de Stana, Ana Dedivanović, avec un demi-sourire. « Mais pour nous, cela signifie le mélange de nos identités, de nos formes, de nos tailles... »

Du placard aux étagères

Le père d'Ana, issu d'une minorité albanaise, a ouvert à sa fille l'accès aux espaces réservés aux hommes et aux privilèges masculins. Les familles de la communauté d'origine d'Ana, décrit Jelena Čolaković, membre de Stana, font peur à leurs filles, agitant une menace en forme de bâillon : « Est-ce que vous voulez devenir comme Ana Dedivanović ? » Ana trouve pourtant qu'elle a été « privilégiée » de grandir dans le contexte urbain de Podgorica, 200.000 habitant·es pour un pays qui en compte 600.000. Hana Konatar, chargée de projets, pense que c'est le caractère résistant d'Ana qui lui a permis d'affronter famille et société. « Mais c'est vrai qu'on peut mieux se cacher à Podgorica que dans des zones rurales », reconnaît Jelena. C'est elle qui nous a donné rendez-vous dans cet appartement discret, bureaux partagés avec

l'ONG Juventas. « Depuis 1996, explique Jelena, Juventas fournit des services de soutien et de prévention des risques à des personnes qui font usage de drogues, à des travailleuses du sexe précaires, à des personnes incarcérées ou ex-détenu·es et à des personnes LGBTQI. »

Les précédents locaux de Juventas et de Stana, avec pignon sur rue, ont fait l'objet de nombreuses attaques. Il a fallu l'intervention de l'ambassade américaine pour que la police s'y intéresse. « Cette violence était déjà présente auparavant, mais elle était moins visible. Et puis le contexte politique s'est radicalisé, et cette violence a été en quelque sorte à nouveau tolérée », analyse Jelena Čolaković, qui a participé activement à toutes les Pride depuis la première, en 2013.

Dans le hall d'entrée, plusieurs pièces s'ouvrent autour d'un kicker. « Habituellement, on n'aime pas les placards », rit Hana Konatar en ouvrant la première porte, un espace aussi minuscule que symbolique, « mais celui-ci, c'est le nôtre, on y tient ! » Hana se définit comme une « activiste-papillon », tant politique que poétique. C'est pour elle et pour les membres de Stana une nécessité vitale de lutter sur tous les fronts. Hana se concentre actuellement sur les violences de genre, mais insiste sur le fait qu'un féminisme inclusif est crucial pour les femmes discriminées à plusieurs titres, surtout les femmes comme elle. Quelques jours avant notre rencontre, l'Église orthodoxe serbe a publié un communiqué visant explicitement les personnes trans. « Franchement, qui voudrait être une femme aujourd'hui au Monténégro ? », ironise Jelena. Quant aux féministes... S'afficher féministe, c'est être traitée de « jadnica » [« pauvre chose », ndr], de « bijednica » [« misérable », ndr].

Stana mène des recherches régulières sur la santé mentale des femmes LBTQ du Monténégro. Depuis les années 2020, leur situation s'est considérablement dégradée. La faute au confinement, qui a exacerbé les violences subies par les femmes et les minorités de genre, et à la

« Nous sommes exclues des arbres généalogiques de nos familles. Au sens propre : nous ne figurons pas dans la généalogie. Lorsque mon père parle de son lignage, il parle uniquement des hommes. »

« Dans cette pièce, en ce moment, il y a des femmes d'une grande diversité, et de générations différentes. À l'image du mouvement LGBTQI au Monténégro, qui a apporté beaucoup de diversité et d'intersectionnalité au féminisme. »

radicalisation d'une vie politique de plus en plus influencée par l'Église depuis la transition de 2020 et la fin de trois décennies de pouvoir d'une seule famille politique. Face au placard, de l'autre côté du kicker, on entre chez Stana. Une quinzaine de mètres carrés, deux bureaux, quelques chaises, des fauteuils confortables entourant une table basse et au mur, des peintures signées Hana, des étagères de livres féministes et queers. « Dans cette pièce, en ce moment, se réjouit Jelena en jetant un œil circulaire autour d'elle, il y a des femmes d'une grande diversité, et de générations différentes. À l'image du mouvement LGBTQI au Monténégro, qui a apporté beaucoup de diversité et d'intersectionnalité au féminisme. Alors que même certaines féministes dérient notre existence... Nous nous battons pour être écoutées, pour être visibles. »

Les mots sont importants

Les membres de Stana subvertissent le vocabulaire patriarcal, comme pour la « Fruity Room », pièce collective bordée par de moelleux canapés, où nous poursuivons la visite – « fruit » étant un mot d'argot au départ péjoratif désignant un homme gay, réapproprié par la

communauté. Mais utiliser les mots justes est parfois, en soi, subversif. Les noms de famille des femmes, par exemple. Milica Prelević, membre de Stana et activiste, en témoigne : « Nous sommes exclues des arbres généalogiques de nos familles. Au sens propre : nous ne figurons pas dans la généalogie. Lorsque mon père parle de son lignage, il parle uniquement des hommes. Moi-même, j'ai essayé de retrouver les noms des femmes de ma famille, je n'ai pu remonter qu'à mes grands-mères et à mes arrière-grands-mères. » Jelena Čolaković raconte : « Moi, je sais qui était ma grand-mère, parce qu'elle a été résistante antifasciste pendant la guerre. Même après, tout le monde la connaissait dans sa région parce qu'elle n'avait pas peur de rentrer seule, la nuit, en traversant la forêt. »

L'après-guerre a été marqué par ce que Marija Blagojević, experte genre au PNUD Monténégro (Programme des Nations Unies pour le Développement), appelle une « explosion » de l'émancipation des femmes. Comme la grand-mère de Marija, les femmes contribuent activement à la construction de bâtiments, à la pose de voies ferrées, aux campagnes d'alphabétisation, à la production de vêtements.

De nombreux documents en témoignent, magazines féminins du passé, récits individuels. Elles sont partout... sauf, nuance Marija, dans la sphère de prise de décision. Dès 1951, au sein de la Yougoslavie dont fait alors partie le Monténégro, les femmes gagnent le droit à l'avortement, inscrit en 1974 dans la Constitution. À titre de comparaison, pour les Françaises, il faudra attendre mars 2024. Mais Marija Blagojević, 80 ans après sa grand-mère, se bat à nouveau contre une poussée de traditionalisme qui voudrait renvoyer les femmes dans leurs foyers. Comme les membres de Stana, elle observe le retour de bâton et la remise en question, notamment religieuse, des droits sexuels et reproductifs des femmes qu'elle considérait jusqu'à ces dernières années comme un acquis.

Dans le chaudron

Dans l'appartement, la psychiatre et psychologue Ida Marković est en consultation dans le cabinet qui lui est réservé. Dans la dernière pièce, on « cuisine la révolution », rit Hana. S'y prépare pour l'instant un onctueux café turc. Par quels ingrédients commencer ? Les organisations féministes

et LGBTQI se sont concentrées, cette dernière décennie, sur les changements législatifs, s'appuyant sur les prérequis de l'Union européenne dans le cadre du processus d'adhésion toujours en cours. « Le Monténégro veut montrer qu'il est un bon candidat », décrypte Milica. Le pays s'est doté d'une loi antidiscrimination, d'une autre sur l'union civile pour les personnes du même sexe, d'une stratégie pour l'égalité de genre, d'une autre stratégie pour les personnes LGBTQI. Mais, continue Milica, « ces lois ne sont pas mises en œuvre correctement ». Par exemple, l'union civile est dans les faits inapplicable, faute d'avoir été transcrite dans les différents règlements. Quant au quota de 30 % de femmes au Parlement – 27 % actuellement –, les membres de Stana sont très critiques sur ses résultats et sur les priorités politiques des élues, bien loin des leurs. Enfin, « la majorité des fonds de l'Union vont à des grandes agences plutôt qu'à des organisations de terrain », dénonce Jelena. Et lorsque les associations sont soutenues, c'est davantage pour des actions de plaidoyer que pour du travail de terrain, plus crucial selon elles mais censé faire l'objet de financements et d'agrèments par les institutions du pays. C'est une source de division entre des acteurs déjà très fragiles. Une réalité que traverse Aida Petrović, fondatrice du Monténégrin Women's Lobby. Cette militante historique pacifiste et féministe est membre du mouvement contestataire des « Femmes en Noir », né en 1991, ayant lutté notamment pour la reconnaissance du génocide de Srebrenica en 1995¹. Aujourd'hui, plus aucun des programmes mis en œuvre par le Monténégrin Women's Lobby, y compris le soutien aux victimes de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, n'est financé par le gouvernement, qui a choisi d'agréer d'autres organisations.

Les fleurs de Barutana

Lorsqu'on sort de chez Stana et qu'on lève le nez, on aperçoit, à quelques immeubles de là, une immense fresque colorée qui expose depuis six mois au public le portrait de l'architecte Svetlana Kana Radević (1937-2000). Elle a dessiné, dans les années 80, entre Podgorica et la capitale royale Cetinje, un monument mémoriel pour les victimes de la première guerre des Balkans (1912-1913) et des deux guerres mondiales. Sur la colline de Barutana, un circuit de fleurs de béton monte progressivement jusqu'à la corolle d'une vingtaine de mètres de haut, ouverte comme des mains. Les mémoriaux sont nécessaires, les grands mouvements de l'histoire creusent encore des failles dans la société. Les identités complexes, renvoyées comme des boomerangs aux femmes qui les portent en étendard. Comme Aida, à qui certains reprochent son origine musulmane : elle ne devrait pas pouvoir émettre un avis sur l'ingérence de l'Église orthodoxe. Comme les membres de Stana, repliées pour mieux agir. Avec les femmes rencontrées, citons le résistant juif italien Primo Levi : « Chaque époque a son fascisme ». Et chaque époque ses femmes en lutte. ●

1. Une « vierge jurée », ou « vierge sous serment », est une femme qui fait vœu de chasteté et se comporte socialement comme un homme jusqu'à sa mort, afin de remplir un rôle social et familial masculin.
2. Commis par les forces serbes de Bosnie à l'encontre de la minorité musulmane bosniaque de 1992 à 1995. L'expression est utilisée plus spécifiquement pour évoquer le massacre de 8 000 hommes et adolescents musulmans dans la ville de Srebrenica en juillet 1995.



Marina

sans fleurs

ROUMANIE

Dans le 2^e district de Bucarest, en Roumanie, des femmes fleuristes issues de la communauté rom font face au démantèlement des kiosques où elles vendent leurs bouquets. Une ONG féministe rom les aide à s'organiser face à l'administration et aux politiques. E-Romnja veut aussi faire connaître leur lutte, inscrite dans une longue histoire de résistance aux discriminations.

SABINE PANET (TEXTE) ET DIANE DELAFONTAINE (ILLUSTRATION)



« C'était ici. » De son doigt pointé vers le sol, Marina Nica délimite l'emplacement du kiosque qu'elle tenait avec sa mère. Avant, c'était sa grand-mère qui y disposait des étalages de bouquets. Encore avant, c'était son arrière-grand-mère. Il n'y avait alors pas de kiosques. Les femmes vendaient leurs fleurs sur de petites tables à tréteaux qu'elles repliaient en fin de journée. Il y a une quinzaine d'années, la ville de Bucarest a contraint les fleuristes à investir

dans des boutiques en dur avec un sol, un toit, une allure de kiosques à journaux parisiens – déclinaison bordeaux –, un accès à l'eau et à l'électricité. Celles qui n'ont pas pu prendre de crédit ont dû vendre à la sauvette. La grand-mère de Marina avait réussi à emprunter la somme. Elle y était tellement attachée, à ce stand, que c'est là où elle est morte. Un soir, comme souvent, elle est venue passer la nuit au milieu de ses fleurs. On l'a retrouvée au

petit matin. Marina et sa mère ont perpétué l'activité – le métier leur plaît, et puis elles n'ont pas beaucoup d'options. Sur le trottoir, en suivant l'index de Marina, on devine encore les contours de son kiosque, un rectangle d'une douzaine de mètres carrés formant une ligne claire sur le revêtement, mais les personnes qui traversent cette place très fréquentée ne peuvent pas savoir qu'elles piétinent trois générations de souvenirs. Bientôt, on ne verra plus de trace.

« J'ai senti une secousse »

Le mari de Marina nous montre sur son smartphone la vidéo prise le 11 janvier. « Ils sont venus avec une grue. » C'est la première fois que Marina en parle à d'autres personnes qu'à ses proches. « Je savais que nous étions menacées. Dans d'autres districts, beaucoup de kiosques ont disparu. Mais je n'avais pas été prévenue. Je préparais les bouquets à l'intérieur, comme tous les jours, et j'ai senti une secousse. » Elle se précipite dehors, comprend immédiatement ce qui se passe, tente de communiquer avec les hommes qui manœuvrent l'appareil, leur brandit les documents officiels prouvant qu'elle est l'occupante légitime, les preuves qu'elle paye ses taxes, rien n'y fait. « À côté d'eux, il y avait des policiers, avec leur casque, leur bouclier. » Des client-es du quartier s'interposent en vain. En quelques minutes, le kiosque est soulevé dans les airs, chargé sur un camion. C'est fini. L'espace libéré met désormais en valeur le « MaxBet » qui occupe l'angle. Les petits kiosques à fleurs sont déracinés; les chaînes de jeux d'argent, partout dans la ville, s'épanouissent.

Mi-février, un autre kiosque, sur le même carrefour mais en face, est à son tour arraché. « C'était une vieille dame qui le tenait, soupire Marina. Avec ses revenus, elle faisait vivre sa petite-fille, qu'elle élevait seule depuis le décès de sa fille à cause de violences conjugales. Je ne sais pas où elle est, je n'ai pas eu de nouvelles. » Un peu plus loin sur la place, de l'autre côté de l'arrêt de tram, Luminta, 61 ans, veille devant les seaux de tulipes disposés à l'entrée du kiosque dans lequel s'affaire sa petite-fille. Veuve et mère de quatre enfants, grand-mère de huit, elle ne peut pas envisager de perdre ce qui représente pour elle bien plus qu'un petit gagne-pain.

Derrière la guerre contre les fleuristes

« Depuis quelques années, les maires des six districts de Bucarest réduisent le nombre de kiosques à fleurs dans l'espace public », explique Carmen Gheorghie, cofondatrice d'E-Romnja, une ONG féministe rom. La majorité des occupant-es des kiosques sont

« On aide les femmes à s'organiser, à identifier leurs priorités. Tout ce qui affecte les vies des femmes roms est pour nous un enjeu féministe. »

en effet des femmes de la communauté rom, en particulier du groupe des Boldeni – ou Florari. Anca Nica, volontaire auprès de l'association et belle-sœur de Marina Nica, appartient à cette communauté. « Ma mère et ma grand-mère étaient fleuristes, mais ma mère a mis fin à son activité lorsqu'elle est tombée enceinte de son premier enfant. C'était pendant la période communiste, mon père avait un travail et un logement assurés. » Selon Anca Nica, cette période, qui a pris fin avec la révolution de 1989, a aussi entraîné pour sa communauté un délitement des solidarités. « Des quartiers roms de Bucarest ont été démolis, leurs habitants disséminés un peu partout dans la ville. On les empêchait de parler leur langue, de porter leurs vêtements traditionnels... C'était plutôt de l'assimilation forcée. » La dernière vendeuse de fleurs de la famille d'Anca, c'était Marina. Marina avait déjà

vécu une expulsion en 2004. Les dernier-ères habitant-es roms du centre de la capitale ont été expropriés pour faire place à des projets de rénovation urbaine – aujourd'hui, on voit surtout des restaurants touristiques et des clubs de strip-tease. Si on ajoute les discriminations scolaires que vivent la fille et le garçon de Marina, que leur mère a dû changer d'établissement pour les placer dans une école « safe » à une heure de distance de chez elle, ça commence à faire lourd. Cette addition de rejets puise dans les ressources économiques, physiques, mentales de la jeune femme. Il ne lui reste plus beaucoup d'énergie pour se battre. Au moins, elle est soulagée de nous parler, même si ça la remue.

Les strates du racisme

Le démantèlement du stand de Marina s'inscrit dans une longue histoire, qu'on ne peut apprendre qu'en allant la déterrer; nous cherchons en vain un musée rom à visiter, un centre culturel, un théâtre, une exposition, dans cette capitale de près de deux millions d'habitants. Il n'y a rien. En Roumanie, les Roms ont été esclavagisés entre le 14^e siècle et 1856, année officielle de leur libération – non de la fin des exclusions et des discriminations. Dans le pays, la population rom est actuellement estimée à 2 millions, 6 millions dans l'ensemble des pays de l'Union, ce qui fait des Roms la plus nombreuse minorité ethnique d'Europe. Mais l'Agence européenne des droits fondamentaux rappelle, dans un rapport de 2019, que 80 % des Roms de l'Union vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les femmes roms en particulier subissent à la fois des discriminations racistes, mais aussi liées à leur genre et à leur classe sociale. « Il y a beaucoup de racisme envers les femmes roms et un très large fossé entre les femmes roms et non roms dans toutes les sphères de la société: éducation, travail, accès à la santé... bien que la plupart des gadjî [femmes non roms, ndr] le nient, constate Carmen Gheorghie. C'est pour cela que notre ONG, présente dans les villes mais aussi en milieu rural, aborde non seulement les violences de genre, les droits sexuels et reproductifs,

etc., mais aussi l'accès aux infrastructures, à l'eau, aux routes... On aide les femmes à s'organiser, à identifier leurs priorités. Tout ce qui affecte les vies des femmes roms est pour nous un enjeu féministe.»

Une femme rom malentendante a récemment été empêchée d'entrer dans un hôpital alors qu'elle allait accoucher: elle a donné naissance à son enfant dans le hall d'entrée du bâtiment. Une autre, avec ses deux enfants, a été bloquée par le chauffeur d'un bus dans lequel elle voulait entrer, il y a quelques années. Elle ne s'est pas laissé faire. « Elle vient d'être condamnée à 300 euros d'amende pour "trouble à l'ordre public", alors que des témoignages indiquaient qu'il restait encore des places dans ce bus... L'affaire est partie devant la Cour européenne des droits de l'homme, raconte Carmen Gheorghe. Les femmes roms sont encore plus ciblées dans l'espace public lorsqu'elles portent leurs vêtements traditionnels et qu'elles parlent leur langue maternelle. » Lorsqu'elles sont reconnaissables. Comme la plupart des fleuristes dont on croise les kiosques partout dans la ville, des femmes âgées aux habits typiques, foulard noué sur la tête, jupes longues... « Rien que la semaine dernière, des membres d'E-Romnja sont venues participer à notre rencontre annuelle: elles ont été agressées verbalement en plein cœur de Bucarest! Ce n'est jamais sanctionné. »

Période électorale

C'est une année électorale en Roumanie: élections locales, nationales et européennes. Le maire du 2^e district, issu du parti progressiste USR, a annoncé lors de réunions auxquelles E-Romnja a participé qu'il entendait réduire de moitié les 177 kiosques à fleurs du district. Dans ce contexte menaçant, une association a été créée par des membres de la communauté des fleuristes. Fin 2023, une centaine d'entre elles ont manifesté devant la mairie – un événement rare. Le maire a accepté de mettre son projet en stand-by jusqu'à la mi-mars, lorsque seront passées la Saint-Valentin, la Dragobete (le protecteur des amours, fêté le 24 février), le Martisor (le 1^{er} mars, on célèbre l'arrivée du printemps)

« Nous sommes la beauté et l'histoire de la ville. Nous répandons la joie. Même lorsqu'on est très triste, on est sensible à la beauté et au parfum des fleurs. »

et le 8 mars (Journée internationale des droits des femmes), quatre dates très favorables à la vente de fleurs. Mais ces engagements étaient moins ancrés que le kiosque de Marina.

« Nous soutenons les fleuristes en rendant leur histoire plus visible, en trouvant des alliés au sein de la société civile, en faisant du bruit, explique Carmen Gheorghe. Nous avons aussi facilité la communication entre les fleuristes et le cabinet du maire. » L'enjeu est grand. « L'impact de cette politique est terrible. Les femmes n'ont pas d'autre source de revenus, pas d'autre type de qualification. Ce métier leur a été transmis de génération en génération. Il leur permet de gagner de quoi faire vivre leur famille. Aujourd'hui, ce sont principalement des femmes âgées qui sont fleuristes: sans cela, elles n'auraient rien pour vivre. »

Carmen Gheorghe analyse les attaques contre les fleuristes comme une stratégie pour polariser la population contre les Roms à l'approche des élections. Autre tactique: insécuriser les vendeuses, qui ont peu fréquenté l'école formelle, en leur demandant de remplir de nombreux documents administratifs complexes, et en les enjoignant à se rendre régulièrement à la mairie pour obtenir des informations, sans calendrier officiel, tout en procédant déjà à des démantèlements. Dernière stratégie: désolidariser les femmes entre elles en ne fournissant aucun critère clair sur les kiosques qui seront préservés ou ceux qui seront détruits. « En tant que femme rom, décrit Carmen Gheorghe, on a cette image des femmes fleuristes fortes et indépendantes, qui font vivre leurs proches. Ces politiques visent à les faire disparaître, en essayant de les placer en compétition les unes contre les autres afin de les diviser. » E-Romnja a pris des contacts avec l'Unesco pour entamer les démarches de protection du métier de fleuriste, en tant que patrimoine culturel immatériel. « En plus, insiste Anca Nica, c'est le seul métier traditionnel où ce sont les femmes les patronnes. Chez nous, les Florari, on a un peu changé les rôles de genre! Ce sont les hommes qui restaient à la maison, les femmes gagnaient le pain de la famille. C'est peut-être pour ça que notre communauté a beaucoup d'hommes restaurateurs, rit-elle. Parce qu'ils ont l'habitude de faire la cuisine! »

Luminta s'inquiète: « Nous sommes la beauté et l'histoire de la ville. Nous répandons la joie. Même lorsqu'on est très triste, on est sensible à la beauté et au parfum des fleurs. » Qui d'autre répandrait cette joie dans le gris urbain? Sur le front de la mémoire aussi bien que du combat politique, Anca Nica, les bras chargés des fleurs offertes par Luminta, va commencer à enregistrer les récits de vie des fleuristes les plus âgées de sa communauté. Recueillir leur parole, avant qu'elle ne s'étiolle. ●

À guichet ouvert

PAYS-BAS



Jeunes et mères, souvent migrantes, elles ont recours à un guichet qui leur est dédié, implanté à La Haye: le « Loket voor jonge moeders ». Des professionnelles écoutent leurs besoins et les épaulent pour naviguer dans les méandres administratifs, parfois numériques, des services publics hollandais. Une journée avec elles: histoires de flexibilité et possibles ricochets.

VÉRONIQUE LAURENT (TEXTE) ET DIANE DELAFONTAINE (ILLUSTRATION)

Comme tous les premiers mardis du mois, réunion Zoom de mise en commun des dossiers. Un réseau d'une vingtaine d'associations actives dans le secteur de l'aide aux familles se connecte. Dans les cases sur l'écran, des femmes. Aujourd'hui, c'est spécial : dorénavant, le territoire de La Haye est divisé en deux et chaque secteur doit référer les cas à une association coupole. Ça marchait bien avant, mais la commune de La Haye et d'autres acteurs en ont décidé autrement. « On a appris la nouvelle il y a deux mois, personne n'a été consulté », partage Djela Maduro, assistante sociale employée au guichet des « jonge moeders » depuis sept ans. Sa collègue Linda Van Luik évoque un coup de massue.

À l'aide d'un PowerPoint, les collaboratrices des deux associations désignées coupoles, « rondomjou » et « Kracht voor Jeugd en Gezin », reviennent sommairement sur les objectifs de la nouvelle organisation : « réduction du nombre d'intermédiaires, simplification des procédures, ancrage local, prévention accrue... » Entre les lignes, aussi : « finances globalisées » et « nombre d'employés limité ». Interloquée, une participante demande : « Mais concrètement, ça veut dire que suivant l'endroit où on habite, on reçoit un type de suivi, mais trois portes plus loin, c'est différent ? » Une autre enchaîne : à laquelle des deux organisations doit-elle s'adresser ? Le terrain d'activité de son association chevauche les deux territoires. Et en ce qui concerne les centres d'hébergement mères/enfants ? La situation de l'un le place sous responsabilité de Kracht ; celle d'un autre tombe en dehors des deux secteurs... « Bon, donnez-nous un feedback sur les points qui achoppent », tranchent les deux collaboratrices. Après leur déconnexion, l'écran reste silencieux. Le doute plane, manifeste. « Laissons décanter », propose Djela.

Papiers, papiers, dilemmes

Il est presque 11h, Danuta (prénom d'emprunt) vient de s'installer dans la petite salle aux murs pastel, larges fenêtres ouvertes sur la rue. La première « cliente »

« L'État vérifie que les mères n'ont reçu aucune somme de la part des pères, auquel cas ces montants sont déduits de l'aide accordée. »

de la journée, presque 25 ans, présente le profil type des mères prises en charge (jusqu'à 27 ans) par le « loket » : 300 mères par an, principalement migrantes, pour des demandes ponctuelles ou des suivis complexes plus longs. D'origine polonaise, Danuta parle parfaitement néerlandais mais se sent perdue devant la quantité de documents à rassembler listés sur un formulaire de demande d'aide financière. Elle percevait jusqu'à présent un soutien lié au fait qu'elle suivait une formation, abandonnée entre-temps. Il faut remplir en ligne une demande de désinscription, lui explique Djela. Deuxième demande : la jeune maman voudrait faire garder son fils plus de trois jours par semaine ; Aaron est en attente d'une place dans l'enseignement spécialisé, il a été mis dehors de l'enseignement général parce qu'il présente des caractéristiques autistiques.

« Je veux être une autre personne cette année et m'occuper plus sainement de moi », affirme la jeune femme tandis que Djela passe en revue les documents demandés : contrat de location (ok, Danuta a bientôt rendez-vous avec son propriétaire), fiche d'impôts, inscription d'Aaron dans la base de données DUO, le service en ligne du ministère de l'Enseignement et, surtout, relevés bancaires des deux derniers mois, compte épargne compris. « L'État vérifie que les mères n'ont reçu aucune somme de la part des pères, auquel cas ces montants sont déduits de l'aide accordée », soupire Djela. Un versement de 200 euros apparaît

sur son compte, s'inquiète Danuta, un cadeau de sa grand-mère pour le nouvel an. Djela suggère : « On expliquera ça lors du rendez-vous avec l'administration. » Les documents requis sont imprimés, non sans mal, le paquet de feuillets glissé sous enveloppe, « ça a été plus court que je le pensais », Danuta est soulagée. « Si j'ai encore un problème, Djela, tu veux bien me revoir ? Je suis déjà venue tellement de fois... » Elle ajoute : « Je voudrais bien savoir ce qu'il va se passer. 2023 a été une année de m... Et je suis bloquée avec la garde d'Aaron... » Mais travailler cinq jours ? « C'est très physique. Je ne veux pas rester là pour faire du nettoyage, même si les patrons sont très gentils. » Le rendez-vous se termine, la « cliente » suivante attend déjà dans la salle d'attente. Djela conseille encore que Danuta insiste pour recevoir une preuve de dépôt de ses documents ; parfois, des dossiers se perdent.

Répercussions en cascade

Second rendez-vous. D'origine antillaise, Rosane (prénom d'emprunt) est venue accompagnée d'un de ses jumeaux et d'une amie. Elle doit contacter le service qui s'occupe des allocations destinées aux mères monoparentales, parce qu'elle a trouvé un travail saisonnier au parc du Keukenhof, connu pour ses tapis de fleurs multicolores. Coup de fil passé par Djela : il faudra déclarer chaque semaine ses horaires et son salaire. Ce dernier sera déduit de l'allocation de 1200 euros mensuels, plus

200 euros de prime « vacances ». Combien va gagner Rosane ? « Je ne sais pas encore, je vais travailler 3 jours par semaine de 7h à 17-18h ; je n'ai pas de garde pour les autres jours. » Changeant de sujet, elle tend la main pour montrer la bague à son annulaire et annonce joyeusement : « Je vais me marier ! Il a fait sa demande le soir du nouvel an... Djela, tu veux bien téléphoner à la garderie ? » Les jumeaux, 9 ans, sont sur liste d'attente d'une structure juste derrière l'école : ce serait idéal ! L'assistante sociale insiste : « Il faut d'abord s'occuper de produire tes relevés bancaires. » Rosane reconnaît : « Je ne sais pas comment faire... » Reste ensuite à traiter la demande de colis alimentaires, malheureusement renouvelable tous les trois mois. « Je vais pleurer », énonce, un sourire éclatant toujours aux lèvres, la jeune maman. « Et je voudrais tant un nouveau logement. » Depuis cinq mois, Rosane et ses enfants sont logés par le « Daklozenloket »,

le « guichet des sans-abri », dans une chambre d'hôtel, explique Djela quand la petite troupe est repartie. Il n'y a plus de place ailleurs. Fait unique en Hollande, la législation de la ville de La Haye interdit que des enfants dorment dans la rue. Cependant, l'hôtel est bruyant, les enfants n'arrivent pas à se reposer, ils s'endorment en classe, il a fallu prévenir l'école... Et la chambre ne dispose pas de cuisine. Rosane se voit probablement contrainte de commander des repas ; ces dépenses pourraient lui être reprochées lors de l'examen de ses relevés bancaires. Dans son cas, elles sont justifiées, énonce l'employée du guichet, mais si des retraits au McDo apparaissent... Djela poursuit : « Cette année – ce n'est pas toujours le cas –, le guichet a reçu la possibilité de signer, avec des mères, des contrats de location pour dix logements. On en a plusieurs centaines en attente et il faut décider qui en a le plus besoin. C'est déchirant. J'aimerais

tellement pouvoir répondre positivement à Rosane... Les candidates doivent pouvoir verser un loyer chaque mois, et donc se trouver dans une configuration stable. » Si tout se déroule bien, elles signeront au bout de deux ans leur contrat en leur nom propre.

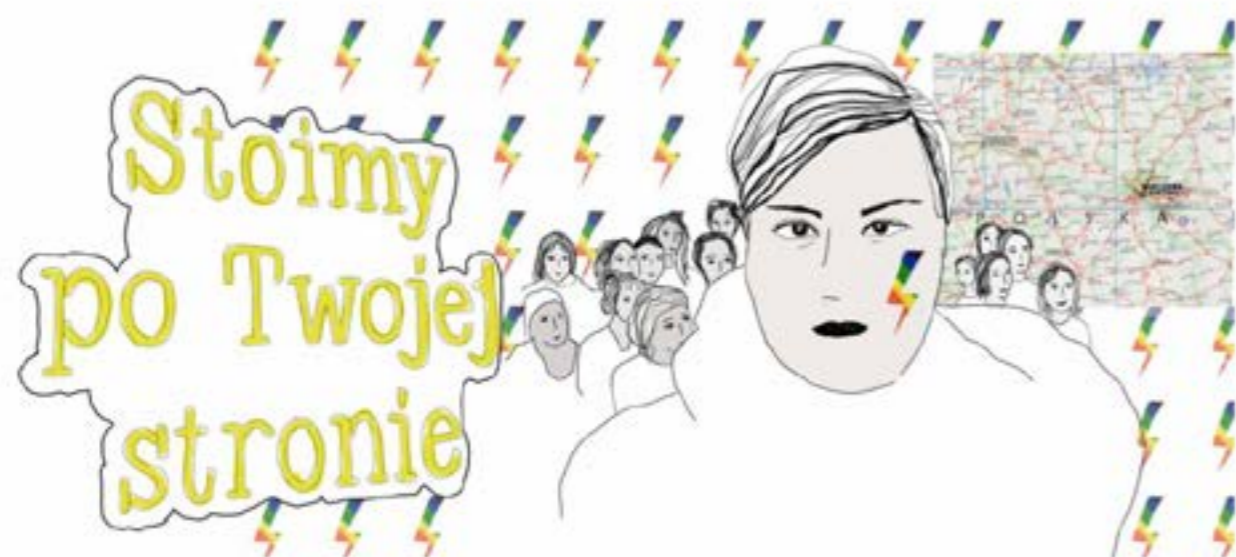
Avec passeport mais sans droits

L'offre des services publics se dégrade, Djela en fait le constat. Auparavant, « les femmes arrivant des Antilles, une majorité de notre public en ce moment, avaient rapidement accès à des aides. Aujourd'hui, elles sont toutes confrontées à des problèmes de logement. » Sur cette question des territoires des colonies antillaises, l'employée du loket estime que l'État se décharge de ses responsabilités. Sur six îles (conquises au 17^e siècle), trois sont aujourd'hui des municipalités des Pays-Bas à statut particulier, les trois autres, des États autonomes au sein du royaume des Pays-Bas. Les femmes arrivant des Caraïbes possèdent donc un passeport hollandais mais sont traitées, quand il s'agit de leur octroyer des droits, comme des étrangères. « Enfin, ça dépend du degré de compréhension de l'employé du service de la population sur lequel tu tombes », précise Djela, elle-même d'origine antillaise.

De façon générale, la ligne directrice de la politique d'assistance des Pays-Bas pousse toujours davantage vers le « zelfredzaam », vers l'autonomisation ; chaque citoyen-ne est tenu-e responsable de son propre sort, tandis que les structures d'aide fusionnent au nom de la rationalisation. Et ce n'est pas l'arrivée au pouvoir du parti d'extrême droite anti-migrants PVV, (35 % des voix aux élections de novembre 2023) qui risque d'améliorer leur situation. « On se prépare pour des temps "pittig en roerig" [difficiles et agités, ndr], concède Djela. Attend-elle quelque chose de la part de l'Europe ? « Je rêve d'échanges d'informations entre pays, avec la Bulgarie, les Antilles... Ça nous aiderait beaucoup pour les femmes et les enfants victimes de traite des êtres humains », rebondit l'éternelle pragmatique. ●

SERVICES PUBLICS

- **Politique** / Après la victoire en novembre dernier du parti d'extrême droite (Partij voor de Vrijheid, PVV, Parti pour la liberté) anti-islam et anti-Europe de Geert Wilders, la formation d'un gouvernement traîne. Dernière proposition (à l'heure où nous écrivons ces lignes) : mise en place d'un gouvernement extra-parlementaire de spécialistes, sans majorité parlementaire, donc, pour gouverner temporairement dans l'attente qu'un Parlement soit choisi et mis en place.
- **Logement** / Le secteur est en crise, comme dans de nombreux pays, et particulièrement dans l'accueil des personnes exilées. Les logements sociaux sont en forte pénurie. Les gouvernements précédents, sous la présidence du centre droit Mark Rutte (Parti populaire pour la liberté et la démocratie, VVD), 12 ans au pouvoir, ont gelé les nouvelles constructions au motif de respect des normes européennes écologiques d'émission de CO2.
- **Accueil de la petite enfance** / Seules les familles dont les parents « travaillent » (ou se forment, ou suivent un programme de mise au travail) ont accès à la crèche (contrairement à la situation en Belgique). Une grande partie des structures d'accueil sont privées et choisissent leur tarif horaire. Le métier de puéricultrice, en pénurie, n'est pas bien rémunéré. L'État rembourse jusqu'à 10,25 euros/heure passée en crèche. Les prix des crèches privées dépassent (parfois largement) ce montant. Le précédent gouvernement de centre droit a voulu rendre l'accès à la crèche, toujours pour les parents au travail, à 96 % gratuit ; la décision est reportée à 2027.



Ces femmes qui font le printemps

Pologne

En décembre, la Pologne sortait de huit ans de politique nationale-conservatrice – interminable hiver pour les droits et la démocratie. Cette victoire de l'opposition doit beaucoup aux mobilisations massives des femmes ces dernières années. Mais face aux promesses du nouveau Premier ministre de centre droit Donald Tusk, notamment pour changer la loi sur l'avortement, l'une des plus restrictives d'Europe, les femmes oscillent entre espoir et prudence. La partie est loin d'être gagnée en matière de droits sexuels et reproductifs et de lutte contre les violences faites aux femmes. axelle est allée rencontrer quelques femmes mobilisées dans ce combat à Varsovie.

MANON LEGRAND (TEXTE) ET DIANE DELAFONTAINE (ILLUSTRATION)

« Une question de chance »... C'est ainsi que Katarzyna Nowakowska résume la prise en charge des femmes après un viol en Pologne. « Aujourd'hui, une femme survivante de viol peut se voir privée de soins médicaux et d'exams médicaux légaux si elle décide de ne pas signaler le viol à la police.

Tout dépend si elle tombe sur une équipe médicale compréhensive ou pas à l'hôpital », explique la psychologue. Cette spécialiste en troubles post-traumatiques travaille depuis 18 ans chez Feminoteka, fondation féministe née en 2005 à Varsovie active dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et le soutien aux survivantes

de violence sexuelle. C'est pour elles que la fondation, en plus de sa ligne téléphonique d'urgence, a ouvert un centre en mai 2023, le seul lieu de toute la Pologne qui propose une assistance médicale, juridique, psychologique et administrative aux femmes. « Un soutien inconditionnel, insiste la psychologue. Nous leur donnons aussi la

possibilité de collecter les preuves du viol. Actuellement, seule la police dispose des kits pour le faire. On informe les femmes des procédures de plainte et leur laisse le temps de la réflexion. En fait, on leur permet de regagner leur souveraineté. »

La chaleur des locaux fraîchement rénovés contraste avec la façade de la barre d'immeuble aussi délavée que le ciel de cette fin d'hiver polonais. Un refuge à l'adresse secrète, pour préserver la sécurité des femmes, qui a tout d'un appartement cosy avec sa grande salle de réunion qui accueille aussi les ateliers, une petite cuisine, une salle de bain garnie de plantes vertes. Et un cabinet gynécologique. « Nous avons de grandes difficultés à engager des gynécologues qui acceptent de travailler avec des organisations féministes », explique Joanna Gzyra-Iskandar, travailleuse de terrain féministe de longue date qui a rejoint il y a quelques mois Feminoteka en tant que chargée de plaidoyer. « Les gynécologues sont en majorité conservateurs. La santé des femmes étant devenue un sujet controversé, ils jouent la carte de la sécurité. »

Solidarité avec les Ukrainiennes

En six mois, le centre a accueilli 145 femmes, survivantes de viols récents ou non. L'association compte aussi un refuge pour les femmes et les enfants victimes de violences et un programme de relogement, ainsi qu'une petite entreprise sociale de produits de beauté au nom de « Samo Dobro », « La bonté à l'état pur ». De la bonté, elles en sont dotées. Du courage, aussi, pour mener toutes leurs missions de front. La guerre en Ukraine – qui a engendré en Pologne un afflux de 3,5 millions de réfugiés dont près d'un million de réfugiés qui s'y sont installés – a fortement bouleversé leur organisation. En à peine deux ans, l'association Feminoteka est passée de 8 à 40 travailleuses. « Nous avons développé une ligne d'écoute et un réseau de psychologues en langue ukrainienne pour soutenir les femmes en proie à la violence », explique Joanna. « Nous accueillons des femmes qui, avec l'exil, ont perdu tous leurs liens et soutiens

ou qui quittent l'Ukraine pour à la fois fuir la guerre et un partenaire violent, complète Katarzyna. Nous n'avons pas encore eu de cas de femmes victimes de viols de guerre. Ces femmes sont certainement allées vers les pays où l'avortement était plus accessible qu'ici... »

« Les mentalités changent plus vite que les structures »

« Le contexte politique des huit dernières années a bloqué toute possibilité d'opérer des changements systémiques légaux ou institutionnels pour les droits des femmes, explique Joanna. Personne au gouvernement ne voulait parler aux féministes ou aux défenseurs/euses des droits LGBTQIA+ alors que nous sommes expertes et en première ligne de l'aide aux survivantes. » « C'est simple, rien de la société civile qui ne soit connecté à l'Église n'était autorisé », complète sa collègue. Ni financé: l'association ne fonctionne qu'à l'aide de dons privés. À ce quotidien précaire s'ajoutait un horizon bouché. « On ne nous a pas donné accès aux écoles pour donner des cours de sensibilisation. Le ministère de l'Éducation nous a même mis sur une liste noire pour "propagation d'idéologie de genre qui allait corrompre les jeunes esprits" », raconte Katarzyna avec ironie. Elles se souviennent aussi des déclarations du ministère de la Justice voulant révoquer la Convention d'Istanbul au motif que « la législation polonaise était brillante ! », relatent-elles dans un éclat de rire.

Du nouveau gouvernement, elles attendent beaucoup. Puisqu'elles n'ont rien. À commencer par du soutien financier pour réaliser leur rêve: multiplier dans tout le pays des centres spécialisés comme celui de Varsovie et uniformiser le suivi des femmes à tout le pays. « On a commencé à coopérer avec un hôpital assez ouvert, dans lequel les soignant-es suivent une formation pour les survivantes de viol », explique Katarzyna, pleine d'espoir. Le dialogue s'ouvre à nouveau avec le gouvernement, notamment avec les ministres à l'Égalité et à la Santé, des femmes progressistes. Le Parlement polonais vient de procéder à la première lecture d'un texte

« Tout peut basculer très vite en matière d'IVG dans les pays d'Europe. »

visant à ancrer une nouvelle définition du viol (basée sur le consentement) dans le Code pénal et à durcir les peines pour viol. Mais à Feminoteka, on n'applaudit pas si vite. « En Pologne, moins de 400 agresseurs par an sont condamnés pour viol. Sur une population de près de 40 millions de personnes », rappelle Katarzyna avec sarcasme. « En novembre 2021, une loi a été votée pour permettre aux forces de l'ordre d'expulser temporairement les auteurs de violences domestiques du domicile familial. Mais la police n'a aucune formation », explique Joanna, qui résume « les mentalités changent plus vite que les structures ». En attendant que la roue tourne vraiment du côté des femmes, Joanna et Katarzyna renouvellent chaque jour leur engagement auprès d'elles. Il s'inscrit sur l'enseigne lumineuse au bout du couloir de l'entrée: « Nous sommes à vos côtés ».

Tonnerre de femmes

Un éclair rouge ou arc-en-ciel sur un visage de femme noir. L'emblème de « Strajk Kobiet » (« la Grève des femmes » ou SK) se décline partout et de toutes les couleurs sur les murs du bureau de la fondation du même nom. Deux chiens saucisse entourent Marta Lempart, gardes du corps bien plus inoffensifs que cette figure incontournable de la société civile polonaise. Elle est à l'origine des « manifestations noires » de 2016, rassemblant des centaines de milliers de personnes dans plus

de 140 villes du pays, avec un seul mot à la bouche : « Stop à l'interdiction de l'avortement ». L'IVG, légalisée en 1956 sous le régime communiste, n'a eu de cesse depuis les années 1990 d'être rabetée à coups de compromis – ou d'accords complices – entre l'Église polonaise très puissante et l'État.

En 2020, la colère reprend de plus belle quand le tribunal constitutionnel, inféodé à l'exécutif, juge non conforme à la Constitution l'autorisation d'avorter en cas de malformation du fœtus, motif de la quasi-totalité des avortements légaux en Pologne. Sous le parapluie des revendications, l'avortement toujours, mais plus généralement : démocratie, droits des LGBTQIA+, séparation de l'Église et de l'État, liberté de la presse, etc., menacés par le parti national-populiste PiS (Droit et Justice). Devenue l'une des plus restrictives en Europe, la législation n'autorise depuis l'IVG que dans deux cas : si la grossesse présente un risque pour la vie de la femme ou si elle est issue d'un viol ou d'un inceste. « C'était mauvais, c'est devenu pire. Et c'est toujours mauvais », lance Marta pour décrire la situation politique de son pays en matière de droits des femmes. Donald Tusk a promis d'instaurer un accès libre à l'IVG jusqu'à la douzième semaine et de supprimer la clause de conscience pour les médecins travaillant dans les établissements publics. Mais Marta doute. Elle sait que des conservateurs/trices siègent encore au Parlement, que le président Andrzej Duda (PiS) pourrait mettre son veto en cas de vote, comme il vient de le faire fin mars sur une loi visant à libéraliser l'accès à la pilule du lendemain. Marta n'oublie pas les femmes mortes ces dernières années d'une grossesse mettant leur santé en danger après des refus d'IVG par les médecins ; les poursuites de femmes qui en aident d'autres à obtenir un avortement sûr. « Nous sommes un pays patriarcal où il n'y a rien pour nous. Rien en matière de protection dans les contextes de post-séparation, aucun débat public sur les violences économique et psychologique sur les femmes, un tabou autour de la drogue du viol... » Marta ne décline pas.

Lutter sinon rien

Sur ce rien, les femmes s'organisent en souterrain, formant une toile de résistance, renforcée par le mouvement SK, sur toute la Pologne, jusque dans les zones les plus reculées. C'est à partir de ce vaste réseau informel qu'Agnieszka Czeredrecka, autre figure de lutte de SK depuis les débuts, a mis en place le programme « ami-es/voisin-es » pour sensibiliser et former aux violences conjugales les acteurs/trices non professionnels, « des femmes à 99 %, précise Agnieszka. C'était pendant l'épidémie, on se rendait compte que les violences s'amplifiaient. » La violence domestique est en Pologne le crime le plus fréquemment commis après le vol et le meurtre. Une femme sur trois en serait victime au cours de sa vie¹. Hanna Kustra est l'une des « leadeuses locales » à Rybnik, ville silésienne à l'ouest de la Pologne. Elle s'apprête à ouvrir un point d'assistance fixe dans cette ville. « En Pologne au niveau local, le prêtre a beaucoup d'autorité, et il trinque à la vodka avec le policier », lâche-t-elle pour résumer la prise en charge des violences contre les femmes. « C'est important d'avoir une structure non étatique et séparée de l'Église, où les femmes n'ont ni honte de venir, ni peur des représailles », souligne la militante chevronnée qui, comme ses collègues, a donné de son temps, perdu des ami-es et membres de la famille et laissé une partie de sa santé dans la lutte depuis 2016. Elle compte se présenter aux élections municipales d'avril en tant que candidate indépendante, avec le soutien de la Coalition civique de Tusk. « Parce que les enjeux de santé et d'éducation, ça se joue aussi là. Les églises se vidant en Silésie. On a bordé beaucoup plus facilement les jeunes. C'est le résultat de tout notre travail dans la rue et sur les réseaux sociaux, observe Hanna, confiante. Mais il faut rester vigilantes, car le parti d'extrême droite libertarienne *Konfederacja* essaie déjà de récupérer cette jeunesse... »

À quelques jours du 8 mars, Marta Lempart s'envolera, elle, pour la Slovénie, pour défendre aux côtés de plusieurs autres pays l'initiative citoyenne « Ma Voix Mon Choix » afin que les États membres soient

« C'est important d'avoir une structure non étatique et séparée de l'Église, où les femmes n'ont ni honte de venir, ni peur des représailles. »

financés s'ils pratiquent des avortements et dispensent des soins reproductifs à des résident-es d'autres États membres. Pour porter son combat pour l'avortement au niveau supranational, et pour défendre les vingt millions de femmes qui n'ont pas accès à l'avortement dans l'UE. « Tout peut basculer très vite en matière d'IVG dans les pays d'Europe », énonce Marta en sentinelle. Sous la voûte céleste européenne, les Polonaises guettent les éclairs, pas les étoiles. ●

1. Selon les chiffres du Centrum Praw Kobiet, ONG de soutien des femmes et de prévention de la violence contre les femmes.

ESPAGNE

Pour celles qui manquent et celles à venir



À Pampelune, dans la Communauté autonome de Navarre, sur les flancs montagneux du Pays basque espagnol, les féministes organisaient des actions tout au long de la semaine du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes. De cette ville meurtrie par les violences masculines est née, juste avant la déferlante #MeToo, une vague de révolte des femmes. Une lame de fond.

SABINE PANET (TEXTE) ET DIANE DELAFONTAINE (ILLUSTRATION)

Lundi 4 mars, 11h. place principale d'Iruñea (Pampelune, en basque), Plaza del Castillo. Entre deux ondées se tient la conférence de presse. Une vingtaine de femmes sont debout sur les marches du kiosque central. Trois autres, assises derrière une table à tréteaux habillée de tissu violet, lisent le communiqué en castillan et en basque. Face à elles, des journalistes, radio, presse écrite, télévision. Les femmes disent : « Le système de soins actuel n'est pas seulement totalement privatisé, il est aussi familialiste, il pèse sur les familles et donc sur les femmes. En particulier les femmes migrantes, qui vivent l'une des situations d'exploitation les plus dramatiques du 21^e siècle, et c'est INACCEPTABLE ! »

Amaia Zubietta, membre de la Plateforme navarraise de lutte contre les violences, est satisfaite de cet intérêt médiatique, et heureuse de la semaine qui s'annonce. Depuis la pandémie de Covid-19, le mouvement féministe basque, que les militantes rencontrées définissent comme radical et ancré dans une longue tradition autonomiste et communautaire, s'est concentré sur le concept de « biztza erdigunea », « la vie au centre ». Le 30 novembre dernier, les militantes basques sont parvenues à organiser, après un an de préparation, une large grève féministe, revendiquant un système de prise en charge collective et publique du soin aux autres. Cette grève a été suivie par des dizaines de milliers de travailleurs/euses dans tout le Pays basque ainsi que par les syndicats et les principaux mouvements sociaux.¹ Les militantes sont portées par ce « succès historique », explique Amaia. Ce 8 mars, c'est l'occasion de remettre la lumière sur cette revendication rassembleuse.

Avant la pandémie, le mouvement féministe local était déjà uni autour de la lutte contre les violences patriarcales. La Plateforme, créée en 1999, s'est notamment mobilisée en faveur d'une première loi régionale en 2002, deux ans avant la fameuse « loi organique relative aux mesures de protection intégrale contre la violence de genre », référence internationale votée par l'État fédéral espagnol – lois renforcées depuis au fur et à mesure

des poussées féministes et de la médiatisation de certains drames. Comme le féminicide de Nagore Laffage en 2008, à Pampelune, lors des festivités estivales de la très populaire Saint Firmin ; la jeune femme avait tenté de résister à un violeur. Comme le viol d'une jeune femme, également pendant la Saint Firmin, quelques années plus tard, en juillet 2016 – trois mois avant #MeToo –, par cinq hommes se surnommant eux-mêmes « la Meute », « la Manada ». Une affaire dont le fond et le traitement médiatique et judiciaire indigne ont électrisé la rage féministe, ici et dans tout le pays – et qui fait l'objet depuis début mars d'un documentaire Netflix, « ¡No hay violencia sin respuesta! », « Pas de violence sans réponse ! », ont hurlé des milliers de femmes massées devant la mairie au lendemain du viol de « la Meute » ; parmi elles, la mère de Nagore Laffage. Depuis, elles ne laissent plus rien passer. Désormais, « quand un féminicide survient au Pays basque, nous suivons un protocole de mobilisation systématique », explique Amaia.

Mardi 5 mars, 18h. c'est l'heure du rendez-vous pour préparer la manif au centre communautaire Zabaldi, cœur battant de luttes transversales – féministes, rurales, antiracistes, internationalistes. La réunion a lieu à 19h mais il y a déjà beaucoup de choses à faire. En chemin, dans la ruelle pavée qui monte vers la cathédrale, trois jeunes femmes collent déjà des affiches appelant à la mobilisation. Maité, Pili et les autres, concentrées, comptent des badges et les répartissent dans des sacs de récup. Elles les vendront 2 euros pièce pour financer le matériel. Ça sent la peinture. Par terre, un drap blanc se mue en banderole sous les coups de pinceau réguliers de deux militantes imperturbables. Ce n'est pas facile d'avoir du recul le nez à terre. Le E de « Dinenak » doit être bien au milieu, point de repère. « Falta Dinenak » : « celles qui ne sont pas là », « celles qui manquent ». Parce qu'elles travaillent, qu'elles sont coincées ou enfermées chez elles, malades ou moins valides, et puis il y a celles qui ont été assassinées.

« Quand un féminicide survient au Pays basque, nous suivons un protocole de mobilisation systématique. »

Et les femmes palestiniennes ? Amaia était justement avec elles tout à l'heure. Bien sûr, elles seront en tête du cortège. La solidarité avec la Palestine est forte ; sur le mur vert de la grande salle, un drapeau palestinien donne le ton. En général, au Pays basque, différents courants de pensée persistent au sujet de l'autonomie vis-à-vis du pouvoir central madrilène mais, parmi les féministes, le droit à l'autodétermination et à la souveraineté des peuples est défendu de façon commune, expliquait, avant la réunion, la militante internationaliste Begoña Zabala. « Les féministes basques sont traditionnellement opposées à la vente d'armes, à la militarisation, aux États et aux politiques colonialistes. Cela joue un rôle dans notre solidarité avec la Palestine. »

Vendredi, Ola Salman, originaire de Gaza, sera la voix des Palestiniennes. « Qui tiendra la banderole avec elle ? », se demandent Almu et quatre comparses, qui préparent un peu à l'avance l'ordre du jour de la réunion. Elles se sont isolées dans un petit bureau attenant, on ne s'entend plus dans l'espace principal. Il faut penser aux syndicats, à la Plateforme... Certes, ce serait plus

facile si le fichier Excel « rôles et responsabilités » qu'elles remplissent depuis trois semaines n'avait pas planté. Il faut tout reprendre à la main... Voilà, l'agenda de la réunion est prêt. On repasse dans la grande salle, on attrape des chaises pliantes, on se glisse dans le cercle.

« Alors, qui tiendra la banderole ? », demande Almu à la quinzaine de militantes arrivées entre-temps et installées autour de la banderole qui finit de sécher. Il y a des femmes de tous les âges, de tous les corps, d'origines diverses. On décide qu'aux côtés d'Ola, il y aura : des représentantes de la Plateforme, du collectif organisant le 8 mars, d'un groupe de femmes appelé Bilgune, des représentantes des travailleuses domestiques, des barrios (les quartiers), du collectif de femmes en situation de handicap... « Allez les filles, s'il vous plaît, on a beaucoup de choses à voir ! », presse l'une, pendant que d'autres achètent à Amaia des foulards floqués d'un slogan féministe de solidarité avec les Palestiniennes.

Au fait, pour la manif, est-ce qu'on a une sécurité ? Et qui prendra le mégaphone ? Sans se concerter, toutes toument le cou vers une jeune femme... qui rit, OK. Une autre Amaia accepte de lire la déclaration en basque – qu'elles ne parlent pas toutes. Pour le castillan, c'est plus facile de trouver une volontaire. Il faut aussi deux personnes pour bouclier la manif, gérer les relations avec les forces de l'ordre... Au fil de la soirée, le fichier réimprimé sur une feuille A3 se remplit, les cases s'accordent avec les prénoms, se complètent des numéros de GSM, des suggestions au crayon à papier pour les absentes qu'on contacte sur le côté, par téléphone.

Vendredi 8 mars après-midi. À proximité des remparts, à quelques heures de la manif, Ola Salman se prépare. Elle vit à Pampelune depuis vingt ans, elle y a étudié, elle y travaille et y élève ses enfants. Tenir la banderole aujourd'hui, ça n'a rien d'anodin. Depuis quelques jours, elle n'a plus de contact avec sa famille à Gaza. « C'est très dur. Je prends des médicaments pour dormir. J'ai vu, sur les réseaux

sociaux, des images de la maison de mon père et de celle de mon frère, détruites. Est-ce qu'ils étaient dedans ? Nous sommes tous en état de choc. Nerveusement, c'est intenable. À chaque seconde, à chaque coup de fil, on se prépare au pire. Je n'arrête pas de recevoir des nouvelles de décès. » Mais elle insiste : « C'est juste ce qu'on vit, nous, dehors. À Gaza, la souffrance ne remonte pas qu'aux cinq derniers mois, mais aux 75 ans d'occupation. »

Ola s'est préparée à ce qu'elle voulait nous dire, pour que les mots puissent sortir, ne restent pas bloqués dans la gorge. « Ce que vivent les femmes actuellement, c'est le plus dur. » La bande de Gaza, 365 km², est plus petite que le grand Pampelune (587 km²), mais six fois plus peuplée. 2,2 millions de personnes y survivent dans des conditions qu'Ola nous exhorte à imaginer. « Quand Israël demande de se déplacer du Nord au Sud, c'est impensable. Où vont les gens ? Il y a très peu de bâtiments qui peuvent les accueillir. Imaginez une femme, partie de chez elle en catastrophe, à pied, avec ses enfants, sous les bombes, imaginez déjà le traumatisme. Elle est réfugiée avec des inconnus, dans des conditions catastrophiques. Et les bombardements ne se sont pas arrêtés, il n'y a aucune zone sûre, aucun hôpital, aucune école. En tant que mère, on sait que ses enfants peuvent mourir d'une seconde à l'autre. Pour celles qui ont trouvé un abri, pensez à l'hygiène, aux toilettes, avec des milliers de personnes entassées dans le même lieu. Quand les femmes ont leurs règles, puisqu'elles sont parties sans rien, elles doivent rester sans bouger pendant plusieurs jours, avec leurs vêtements souillés. Elles ont des infections urinaires, gynécologiques, certaines en meurent ! Et puis il y a des gens qui sont dans la rue, alors qu'actuellement il fait glacial à Gaza. Les bâches de plastique ne les protègent de rien, ni de la pluie ni du vent. Ils sortent se soulager dans des trous creusés dans la terre, utilisés par des centaines de personnes, alors que les bombes leur tombent dessus. »

Ola tient à continuer. « Le plus dur, pour une mère, c'est de ne pas pouvoir réchauffer ses enfants, les nourrir, les faire boire, les soigner. Aujourd'hui à Gaza, les gens meurent

littéralement de faim et de maladies contagieuses. En tant que mère, tu vois tes enfants mourir à petit feu. Ou bien ils meurent sous les bombes sans que tu puisses les tenir dans tes bras. Tu crains aussi de mourir toi-même, que tes enfants restent seuls. Il y a plus de 17.000 orphelins à Gaza. Comment les femmes peuvent-elles le supporter ? Avant, chaque femme avait des rêves, beaucoup sont universitaires, très éduquées. Nous avons construit nos maisons. Nous avons donné naissance à nos enfants. Nous avons étudié, nous avons travaillé. Mais tout cela, c'est fini. Pour les femmes, il n'y a plus rien. Si les femmes et les enfants constituent 70 % des personnes assassinées à Gaza, c'est bien parce que ce sont elles et eux qui sont la vie, et l'avenir. » Tout à l'heure, avec toutes les Navarraises à ses côtés – « ici, à Pampelune, il y a beaucoup de solidarité. Je me sens très appuyée, très soutenue, les gens sont bien informés » –, Ola crierait, au nom de celles qui manquent, et de celles qui survivent : « Nous sommes des êtres humains. Ne nous laissez pas. Luttons ensemble. »

Vendredi 8 mars, 19h. départ de la manifestation. Amaia, Maité, Pili, Ola et les autres, entourées d'une nuée de micros et de caméras, lancent le départ d'un cortège dense de plus de 15.000 personnes, femmes, hommes, de tous âges, souvent en famille. Au milieu de la foule, Oskia, manifestante descendue pour l'occasion du village où elle réside, retrouve la bande de copines de sa maman, croise sa cousine, salue sa professeure de basque. On manifeste en groupe, et en puissance. Dans la foule, les absentes sont palpables. « Gora borroka feminista ! » : « Vive la lutte féministe ! » ●

1. Lire à ce sujet « Une grève féministe et générale », le récit qu'en a fait la militante Begoña Zabala (rencontrée pour cet article) sur le site de Wiento Sur, traduit sur www.cedim.org, 8 décembre 2023.

2. « No estas sola : ensemble face à la Meute », de Almudena Carracedo et Robert Bahar, Netflix 2024.